

# Finances, impôts et taxes



# Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

L'État ne cesse de croître. Les dépenses de la Confédération ont plus que doublé depuis 1990. Les impôts, les taxes et les redevances ne cessent d'augmenter. La politique de centre-gauche vise à prélever plus d'argent à la population qui travaille dur afin de le redistribuer ; c'est surtout la classe moyenne qui en paie le prix. Il faut enfin briser cette dynamique. Les personnes qui travaillent et qui ont mis de l'argent de côté de manière responsable doivent pouvoir continuer à profiter de leurs économies à l'avenir.



**Gaby Infortuna**

Agent fiduciaire avec brevet fédéral

“ Au lieu de soulager la classe moyenne, la Confédération dépense chaque année des milliards pour l'aide au développement. Malgré cela, des dizaines de milliers de migrants en quête d'asile arrivent chaque année dans notre pays. Au lieu de donner des milliards à l'étranger, l'argent de nos impôts, durement gagné, devrait profiter à la population suisse. ”

### Freiner la croissance des dépenses

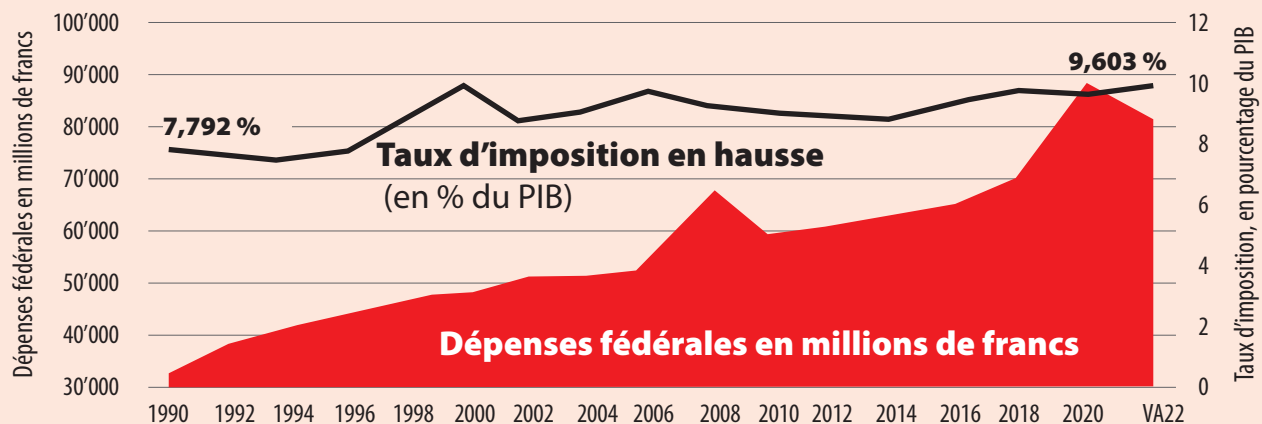
Malgré des années de comptes positifs, les finances fédérales sont en mauvaise santé. Alors qu'en 1990, les dépenses s'élevaient encore à 32 milliards de francs, elles atteindront 82 milliards en 2023. En 2020, première année de pandémie de Covid-19, les dépenses ont même explosé à 89 milliards, le déficit s'élevant à 15 milliards de francs. Fin 2022, les dettes de la politique démesurée dans le cadre de la crise Covid-19 s'élèveront à plus de 30 milliards de francs. L'UDC exige des économies dans le budget fédéral afin de réduire rapidement

l'endettement et de diminuer les dépenses en constante augmentation. La plus haute priorité doit être accordée au respect du frein à l'endettement, introduit par le peuple et les cantons (Constitution fédérale, art. 126), son objectif étant le maintien de l'endettement à un niveau constant tout au long du cycle conjoncturel, ce qui entraîne une baisse du taux d'endettement en cas de croissance économique.

### L'excès d'aisance sociale menace la prospérité

Alors que l'agriculture et l'armée ont été touchées par des éco-

## Doublment des dépenses fédérales depuis 1990

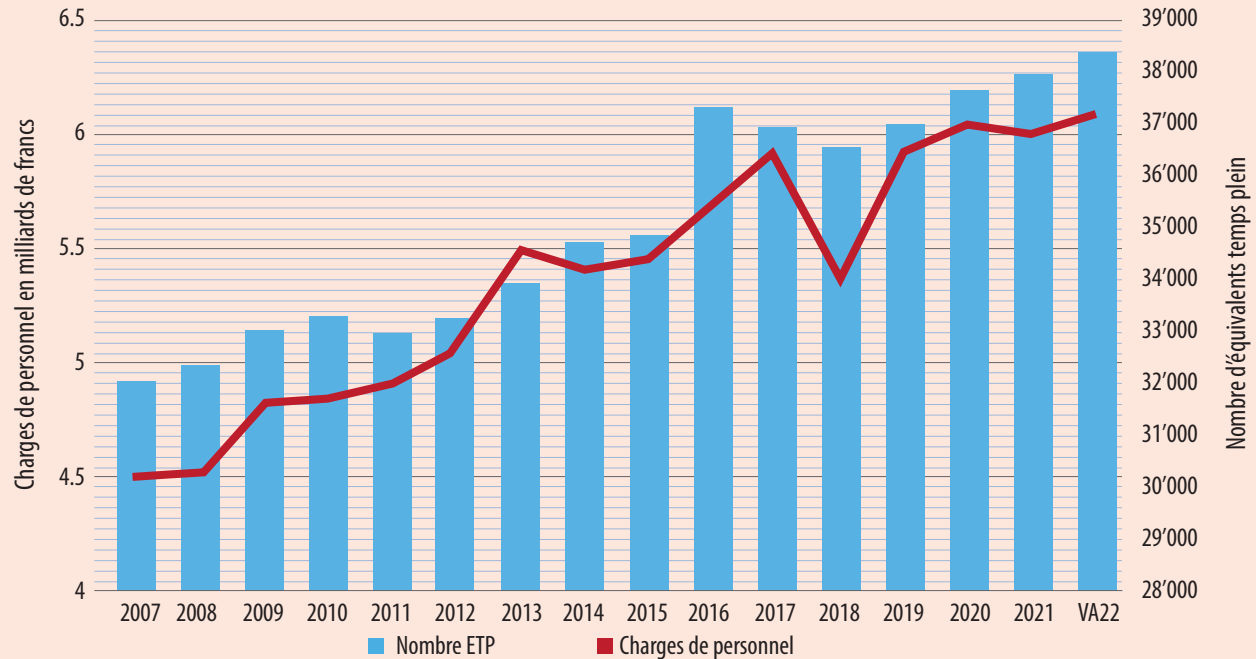


Source : Comptes d'Etat 1990-2021 ; présentation propre

nomies pendant des années, d'autres domaines ont connu une croissance effrénée. L'aide sociale est aujourd'hui de loin le poste de dépenses le plus important. Il représente plus d'un tiers des dépenses totales de la Confédération. Contrairement

au mantra de la gauche selon lequel on procède en Suisse à un « démantèlement social » et à des « économies de bouts de chandelle », le secteur social est en plein essor. Les dépenses fédérales pour l'aide sociale ont doublé au cours des 20 derniè-

## Évolution des charges de personnel et des effectifs de la Confédération



res années, passant de 14 à près de 28 milliards de francs. Rien que pour l'aide sociale, on dépense donc plus d'argent que pour l'armée, la formation et les transports réunis. Il est impératif de prendre des mesures structurelles pour garantir nos acquis sociaux. Il ne doit pas y avoir d'extension supplémentaire ni de tolérance pour les profiteurs sociaux.

### L'administration croît sur notre dos

L'administration fédérale a également connu une croissance rapide ces dernières années. Alors que les charges de personnel s'élevaient encore à 4.5 milliards de francs en 2007, elles atteindront quelque 6 milliards de francs en 2021, soit une augmentation de plus de 20 % en à peine 15 ans. Une part considérable de cette croissance est due à de nouveaux postes et à des changements de fonction. Au total, près de 40'000 personnes travaillaient à la Confédération en 2021, contre 32'000 en 2007, et le salaire annuel brut moyen d'un employé fédéral s'élevait à 126'329 francs en 2021. Au lieu d'agir pour les citoyens et de faire des économies, l'administration célèbre le mantra d'une répartition équilibrée entre les sexes.

### Stop aux amendes tous azimuts

Outre les impôts, taxes et redevances qui ont été augmentés ces dernières années par la Confédération, les cantons et les communes (p. ex. taxe sur le CO<sub>2</sub>, pourcent de solidarité AC, taxes sur les déchets et les eaux usées, etc.), les pouvoirs publics s'octroient de plus en plus de moyens par le biais des amendes, qui acquièrent ainsi de facto un caractère fiscal. L'effet de sanc-

tion ou d'amélioration de la sécurité passe au second plan. Le mécanisme des amendes est clair : grâce à l'augmentation des recettes provenant des contraventions, les autorités peuvent accéder relativement facilement à l'argent des citoyens, alors que les impôts ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord du peuple.

### Afin qu'il reste davantage pour vivre

La prospérité et les emplois ne pourront être maintenus que si les citoyens et les entreprises peuvent à nouveau disposer plus librement de leur argent. Aujourd'hui, nous devons travailler près de la moitié de l'année pour payer les prélèvements obligatoires de l'État (impôts, primes, taxes et redevances). Ce n'est qu'en allégeant sensiblement la charge fiscale par une



baisse des impôts et des taxes qu'il y aura à nouveau plus d'investissements privés, plus d'innovation et donc de nouveaux emplois et de nouvelles places d'apprentissage. L'UDC combat donc tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige des allègements fiscaux. Ainsi, l'UDC s'engage pour l'abolition de l'imposition de la valeur locative, qui nuit à la propriété, et soutient l'initiative populaire qui demande de limiter à 200 francs par an la redevance obligatoire pour la radio et la télévision. Les couples et les familles doivent être mieux lotis en termes d'impôts, c'est pourquoi l'UDC s'oppose fondamentalement à l'imposition individuelle. L'UDC est également très attachée au franc suisse et à l'argent liquide, ainsi qu'à l'indépendance de la Banque nationale suisse.

### **Moins d'argent public suisse gaspillé à l'étranger**

L'UDC s'engage en faveur d'un Etat svelte et peu coûteux. Il n'est pas acceptable que de nouvelles sources de revenus soient sans cesse développées pour financer de nouvelles tâches étatiques. Les dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement, qui augmentent massivement et dépassent les 3 milliards de francs par an, doivent être considérablement réduites. Des organisations internationales comme l'ONU poussent la Suisse à augmenter ses dépenses d'aide au développement. La part des dépenses d'aide au développement par rapport à l'ensemble des services et marchandises produits en Suisse (ce que l'on appelle le revenu national brut) était de 0,51 % en 2021, la tendance est à la hausse ! L'UDC lutte contre le fait que l'argent des contribuables suisses se perde dans l'aide au développe-

ment multilatérale ou serve à financer des banques de développement inefficaces.

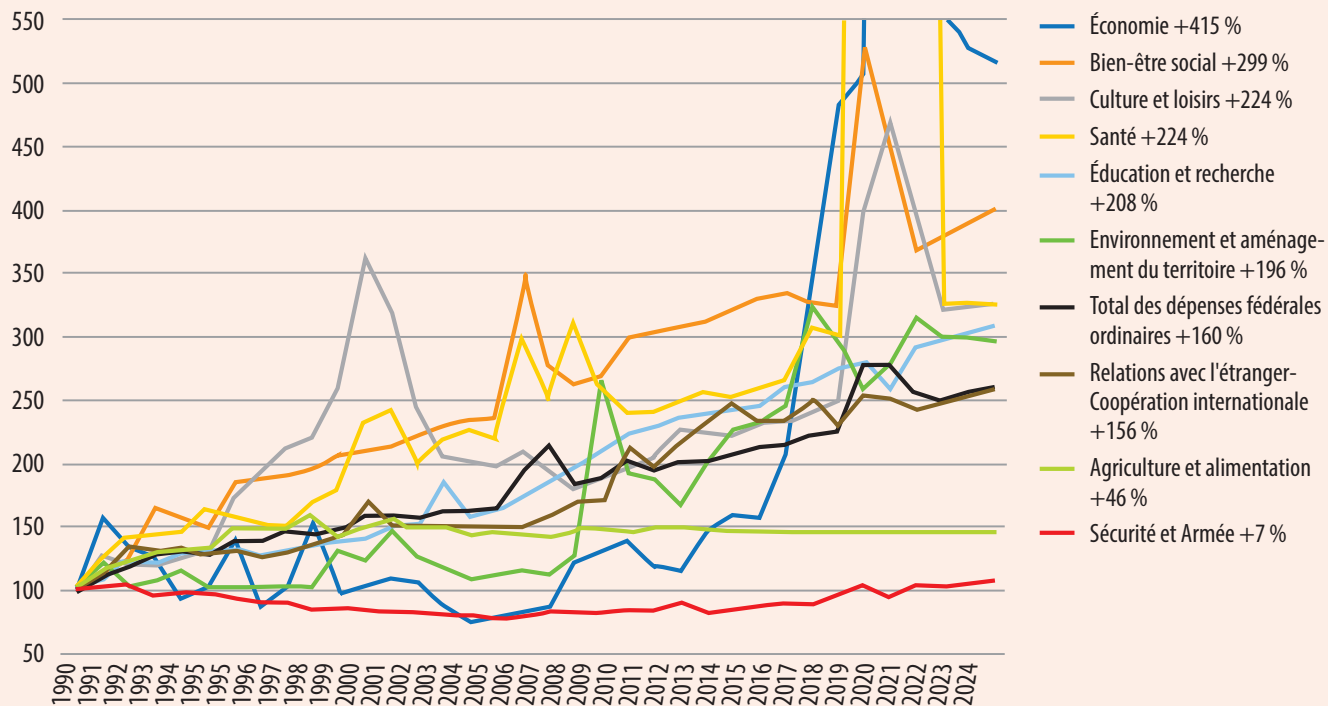
### **Favoriser la concurrence fiscale**

L'UDC est le parti du fédéralisme et donc de la souveraineté des cantons et des communes en matière fiscale. Ce n'est qu'ainsi que la concurrence peut avoir lieu et que des autorités ayant de larges moyens sont contraintes de concevoir leur politique fiscale en faveur des citoyens et non au service de leurs intérêts administratifs. Il faut résister à la pression exercée par l'étranger sur le système fiscal suisse. La compétitivité internationale de notre système fiscal est un grand avantage pour notre place économique. Des adaptations ne doivent pouvoir avoir lieu que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines.

### **Pour une péréquation financière nationale équitable**

Dans le cadre de la péréquation financière nationale, la péréquation des ressources, des charges et des cas de rigueur permet de redistribuer les moyens financiers de la Confédération vers les cantons et entre les cantons à fort et à faible potentiel de ressources. Pour l'UDC, la péréquation financière et la compensation des charges doivent être appropriées et équitables afin de réduire efficacement les différences entre les cantons et de compenser les charges financières excessives dues à leurs conditions structurelles. Pour cela, il faut fixer un plafond à la péréquation et inciter positivement les cantons bénéficiaires à améliorer leur capacité financière.

## Évolution indexée des dépenses fédérales par domaine d'activité depuis 1990



Quelle: Datacenter, EFV; eigene Darstellung

## Points de vue

### L'UDC ...

- s'engage en faveur d'une baisse des impôts, taxes et redevances pour tous et s'oppose à toute nouvelle augmentation ou création d'impôt, taxe et redevance ;
- s'engage pour le maintien du fédéralisme fiscal suisse qui a fait ses preuves ;
- lutte pour que l'État ne dépense pas plus qu'il ne gagne et pour que les dépenses se fassent en fonction des recettes et non l'inverse ;
- rejette tout assouplissement du frein à l'endettement. Les excédents budgétaires doivent continuer à être intégralement affectés à la réduction de la dette ;
- exige des examens réguliers et complets des tâches, permettant de réduire les tâches et les unités administratives superflues ;
- s'engage pour une réduction des dépenses liées de la Confédération ;
- exige que la croissance du secteur public soit immédiatement stoppée. Aujourd'hui, la croissance du secteur public n'est pas seulement la plus rapide, mais elle est aussi beaucoup plus forte que celle de l'économie (PIB). Cela doit cesser ;
- lutte pour en finir avec les privilèges des fonctionnaires par rapport à la population active du secteur privé au niveau fédéral, cantonal et communal : suppression et adaptation des privilèges des fonctionnaires (vacances et jours fériés, cotisation paritaire LPP, congés de paternité et de maternité, indemnité de résidence, etc) ;
- s'engage pour que les salaires et les charges salariales du personnel fédéral soient alignés sur les salaires moyens de l'économie privée ;
- s'engage pour un référendum financier afin que le peuple ait le dernier mot en termes de dépenses financières ;
- exige une imposition des entreprises indépendante et compétitive au niveau international ;
- demande l'abolition de la pénalisation du mariage et rejette l'imposition individuelle qui mine le mariage en tant que communauté de valeurs ;
- s'engage pour l'indépendance de la Banque nationale suisse et le maintien du franc suisse.

### + Avantages

#### Cela m'apporte :

- ✓ plus d'argent dans le porte-monnaie, car aucun nouvel impôt, taxe ou redevance n'est introduit ;
- ✓ en tant que consommateur, des prix plus bas ;
- ✓ en tant qu'employé et apprenti, la garantie de mon emploi ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, plus d'argent pour investir dans l'avenir ;
- ✓ en tant qu'automobiliste et motard, moins d'abus des radars et amendes et des prix modérés pour le carburant.